



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir". "Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction". Charles de Gaulle

N° 246 Novembre - Décembre 2009

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

IDENTITÉ FRANÇAISE, IMMIGRATION, ISLAM (1^{ère} PARTIE)

par **Jacques ROUGEOT**, professeur émérite à la Sorbonne

La question de l'identité nationale a fait irruption dans l'actualité. L'initiative du gouvernement d'instituer sur ce sujet un débat aux formes multiples en a fourni l'occasion. L'opposition a aussitôt clamé à la manœuvre politicienne à objectif électoraliste et il est possible que le débat ait été lancé à une date électoralement opportune. Mais il n'empêche que la question n'est pas artificielle. Elle est présente dans de nombreux esprits, mais elle est la plupart du temps éludée

ou étouffée. Le nombre et la vivacité des prises de position qu'elle suscite montre qu'elle était prête à se réveiller à tout moment.

Pour notre part, nous n'avons pas attendu un signal officiel pour prendre parti. Nous avons, depuis plusieurs années, versé au dossier diverses contributions qui peuvent encore être consultées utilement. De mon côté, j'avais publié dans V&A de janvier 2005, sous le titre « L'identité nationale en pé-

ril », un article auquel je me permets de renvoyer, parce qu'il envisageait la question sous un angle général qui demeure encore valable aujourd'hui. Après quelques rappels concernant la substance de l'identité française, je concentrerai mon propos sur un point crucial et brûlant : les rapports qu'elle entretient avec l'immigration, et plus spécialement avec l'immigration d'origine islamique.

LA CIVILISATION FRANÇAISE, SUBSTANCE DE NOTRE IDENTITÉ

La question de l'identité ne se pose pas dans les mêmes termes pour toutes les nations. La France présente cette particularité, assez rare, d'être un foyer de civilisation. Il y a une civilisation française. Ce terme ne peut s'appliquer à un pays qu'à condition que celui-ci forme un ensemble suffisamment stable et homogène sur la longue durée, doté d'un poids historique affirmé dans les domaines de la politique, de la diplomatie, de la puissance militaire et de la culture sous toutes ses formes.

La France est l'un des rares pays à remplir toutes ces conditions. Elle bénéficie d'une ancienneté historique considérable : sans doute un millénaire et demi, en tout cas plus d'un millénaire. Depuis longtemps, elle est établie sur un territoire dont les frontières n'ont que peu varié. Son mode d'accroissement territorial concentrique et progressif, à la façon des domaines paysans, lui assure une grande stabilité politique et démographique. Sa langue, fixée elle aussi depuis longtemps, compte parmi les très grandes langues de l'humanité, comme en témoignent la littérature dont elle

est la matière, une des plus riches qui aient paru dans l'histoire du monde, et l'extension qu'elle a connue et qu'elle connaît encore.

Il faudrait des pages entières pour seulement citer les grands noms et les grandes créations qui font partie du patrimoine culturel de la France, que ce soit dans le domaine de la littérature, de la philosophie, de la spiritualité, de la musique, des arts plastiques, de l'architecture.

On se gardera d'oublier la gloire militaire, conquise grâce à la vaillance de nos soldats et au génie stratégique des chefs : Napoléon est glorifié et étudié à l'égal d'un Alexandre ou d'un César. On réservera enfin une place éminente à nos rois, dont la plupart furent bons et dont certains furent grands, avec des qualités infiniment différentes : Saint Louis, Henri IV, Louis XIV, petit échantillon auquel on pourrait ajouter leur digne successeur au XX^e siècle, Charles de Gaulle.

Pour couronner le tout, il faut faire un sort à un caractère difficile à cerner, qui donne une couleur particulière aux manières d'être, de voir et de s'exprimer : c'est ce

qu'on appelle l'esprit français. Il est fait de panache et aussi de clarté et de rigueur, d'apparente légèreté pouvant aller jusqu'à la plaisanterie dans les circonstances les plus graves, ce qui est une forme d'élégance et de politesse.

Cette richesse foisonnante de la civilisation française n'est pourtant pas hétéroclite. Elle est en effet unifiée, entre autres, par un caractère notable : la pérennité, la constance qu'elle manifeste dans ses fondateurs. Malgré la rupture politique formelle qu'a marquée la révolution de 1789, la France a toujours conservé sa structure fondamentale d'Etat-nation. Elle n'a jamais été une juxtaposition de provinces semblables à des Länder autonomes, elle n'a jamais été organisée sur le mode impérial ou fédéral, contrairement à l'Allemagne, empire hier, République fédérale aujourd'hui. Elle n'a jamais non plus admis le communautarisme, contrairement aux Etats-Unis, qui se sont dès l'origine constitués sur ce modèle. Malgré des hauts et des bas, la nation française est restée une au cours de son histoire. Elle n'a pas subi les atteintes d'une

entreprise de dénaturation qui aurait pu lui imposer un tournant brutal.

Certains rejettent brutalement l'expression d'identité nationale. D'autres, plus sournois, entendent lui donner un nouveau contenu, qui, de fait, l'anéantirait. Certains le dissolvent dans d'autres identités : régionale, européenne, sociale, etc. D'autres suggèrent que l'identité de la France est de nature idéologique : notre pays servirait de support à des idées générales ; il n'existerait pas vraiment avant 1789 et il ne continuerait à exister qu'en tant que « patrie des droits de l'homme », définis évidemment par les bien-pensants. Pour d'autres enfin, il faudrait prendre acte des profonds changements intervenus dans la composition de la population et faire éclater l'identité française sur des bases communautaires et ethniques.

Pour nous, l'identité nationale de la France, c'est la civilisation française. Loin de procéder d'une rupture, c'est un héritage de haut prix que nous avons le devoir de maintenir, d'enrichir et de transmettre.

Dans cette situation de tension, il est évident que la présence massive sur notre sol d'immigrés, généralement musulmans, n'a rien d'anodin et ne saurait être étrangère à la question de l'identité nationale.

Il est de bon ton de déclarer qu'il est fâcheux, voire inadmissible, de mêler l'immigration à la question de l'identité nationale. C'est pousser vraiment trop loin le paradoxe. Dire que l'immigration, dans les proportions et les conditions où elle se produit aujourd'hui, ne doit pas être prise en compte dans la réflexion sur notre identité, c'est se boucher les yeux pour des raisons qui ont peu de chances d'être innocentes. N'importe quel ensemble, n'importe quel

produit est modifié si l'on introduit en lui des apports importants. On peut toujours dire que ces apports sont souhaitables, mais on ne peut pas dire qu'ils sont indifférents. C'est même mépriser les immigrés, les considérer comme des êtres transparents, des non-êtres que de refuser a priori d'envisager l'influence de leur présence sur la substance de notre culture. Il faut donc poser nettement les termes de la question de fond si l'on veut avoir quelque chance d'avancer vers la réponse.

L'installation sur notre sol de populations étrangères n'est pas un phénomène radicalement nouveau. Ce n'est pourtant pas, contrairement à ce qu'on entend souvent dire, un mode ancien et historique de formation de la nation française. Même ce qu'on appelle les grandes invasions barbares n'étaient pas des déferlements massifs de populations, mais des vagues échelonnées, composées de milliers ou, au plus de dizaines de milliers de personnes. C'est vrai, à plus forte raison, plus tard, où les agrandissements du royaume n'ont jamais donné lieu à des migrations de populations de quelque ampleur. Les premiers apports de populations étrangères remontent à la fin du XIX^{ème} siècle et ils nous apportent d'instructifs éléments de comparaison.

Malgré toutes les circonlocutions, les contorsions verbales, les distorsions de la réalité, une constatation évidente s'impose, que l'on peut formuler avec la plus grande objectivité : les choses se passent beaucoup plus mal maintenant qu'autrefois. Certes, tout n'a pas toujours été idyllique, et l'on s'emploie aujourd'hui à monter en épingle certaines difficultés d'adaptation. Mais ces difficultés n'ont aucune commune mesure, en nombre et en gravité, avec la situation actuelle. Elles étaient d'ailleurs toutes réso-

bées à partir de la deuxième génération, alors que nous constatons aujourd'hui non seulement qu'elles ne s'atténuent pas, mais que souvent elles s'aggravent de génération en génération.

Peut-on dégager un facteur clairement saisissable qui expliquerait cette énorme différence entre hier et aujourd'hui ? Il ne semble pas qu'il faille le chercher dans l'attitude du pays d'accueil, c'est-à-dire de la France. Ou plutôt, si ce facteur existe, il irait plutôt à l'inverse de ce qu'on pourrait attendre naïvement. En effet, jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle environ, les nouveaux arrivants étaient accueillis sans aménité particulière : à eux de faire tous les efforts nécessaires pour s'adapter à leur nouvelle situation. Aujourd'hui, tous les pouvoirs publics s'émeuvent des situations humainement déplorables, proclament leur bonne volonté pour trouver des solutions favorables et dépensent des milliards en regrettant qu'ils produisent si peu de résultats.

A l'inverse, il faut constater objectivement que l'attitude des personnes nouvellement installées en France a profondément changé. Autrefois, à peu près toutes éprouvaient pour la France une vive reconnaissance parce qu'elles y trouvaient des conditions de vie bien meilleures que dans leur pays d'origine. Elles pensaient que les difficultés rencontrées étaient une contrepartie naturelle aux avantages recueillis et elles auraient trouvé curieux de réclamer des droits particuliers. Tous les témoignages de l'époque, souvent émouvants, concordent pour nous assurer qu'il ne s'agit pas là d'une image d'Epinal simpliste et complaisante. L'ambition de tous était de se fondre dans la population française.

LA VÉRITÉ EN FACE

Il ne faut pas, pour aujourd'hui, tomber dans une complaisance inverse et peindre un tableau systématiquement noirci du présent. Mais il faut aussi renoncer à détourner sans cesse les yeux et regarder la situation en face. Qui peut nier que les quartiers et les localités qu'on appelle sensibles, et qui sont en fait à forte densité d'immigrés, posent des problèmes de violence spécifiques ? Pour ne prendre qu'un exemple, des incendies de voitures sont allumés à la moindre occasion et sont considérés comme si banals que l'on qualifie de calmes les périodes où il ne s'en est pas produit un trop grand nombre. Si l'on descend d'un

cran, il est incontestable que les expressions de haine enragée contre la France, en particulier dans le répertoire rap, n'ont rien d'exceptionnel. On dit toujours que c'est là le fait de minorités. On se contente de peu en disant cela, car la millième partie de ces exactions aurait été inimaginable il y a quelques décennies. Ce phénomène collectif est radicalement nouveau.

On dit en tout cas que, dans leur grande majorité, les immigrés ne demandent qu'à vivre tranquillement. C'est sans doute vrai, mais, pour prolonger la comparaison avec la période antérieure, combien seraient disposés à reprendre à leur compte

l'état d'esprit dont nous avons parlé plus haut : profonde reconnaissance envers la France et volonté de se fondre dans sa population en adoptant les mœurs, la culture, les façons traditionnelles de vivre, de penser, de croire ? Il est probable que le nombre serait voisin de zéro. La plupart ne feraient certes pas preuve d'hostilité, mais presque tous estimerait que leur culture à eux est tout aussi légitime dans notre pays que la culture indigène millénaire, c'est-à-dire la nôtre, et que la France doit s'adapter à eux au moins autant qu'eux-mêmes doivent s'adapter à la France. C'est tout simplement la négation de notre conception

la plus ancienne et la plus constante de la nation française. C'est cette conception traditionnelle que nous entendons maintenir dans toute sa force, car, si elle était abandonnée, c'est l'identité française qui volerait en éclats et, à sa suite, la nation française.

Les droits-de-l'hommes patentés ne manqueront pas de récuser cette conception au nom du droit à la différence (eux qui, par ailleurs, s'emploient à imposer une pensée unique politiquement correcte). Il est vrai que la société française n'est pas culturellement rigide et qu'elle admet une certaine élasticité en la matière. Encore faut-il que deux conditions soient respectées. D'abord qu'il ne se forme pas sur notre sol des groupements humains numériquement trop importants et trop compacts, affichant des idées et des mœurs trop différentes de notre tradition et constituant ainsi des sortes d'enclaves quasi autonomes. Et ensuite que des éléments profondément hétérogènes ne prétendent pas nous obliger à modifier nos conceptions ou nos coutumes pour qu'ils puissent se sentir plus à leur aise. L'élasticité a ses limites et, faute de ces deux conditions, l'élastique ne manquerait pas de se rompre.

A vrai dire, nous sommes au bord de la rupture. La raison en est simplement que les deux conditions que nous avons dégagées ne sont plus remplies. Personne ne peut plus nier l'existence de quartiers qu'on appelle « de non-droit » et d'autre part, même en dehors de ces quartiers, on voit se répandre et se multiplier les revendications pour que des mœurs d'origine étrangère soient prises en compte dans notre organisation sociale. On connaît les principaux cas qui transparaissent dans les médias : incidents fréquents, parfois violents, dans les hôpitaux pour que les femmes ne soient pas soignées par des hommes ; viande de porc

pratiquement bannie de la restauration collective ; séparation rigoureuse des hommes et des femmes dans certains lieux publics comme les piscines. A quoi on peut ajouter, dans un autre ordre d'idée, l'hymne national français conspué dans les stades ou les exactions violentes commises à l'occasion de matches de football entre équipes étrangères, dans lesquels aucune équipe française n'est impliquée.

Pendant longtemps, la « bien-pensance » médiatique et politique a pratiqué la politique de l'autruche. Mais la formule de Lincoln a fini par imposer son implacable logique : on peut abuser tout le monde pendant quelque temps ou quelques personnes tout le temps, mais on ne peut pas abuser tout le monde tout le temps. On continue souvent à minimiser les faits, mais on ne peut plus les nier. Restait à les interpréter. Bien entendu, on est allé d'abord vers l'interprétation la plus facile, la plus familière, donc la plus rassurante : l'interprétation sociale et économique. Certes, il y a un problème des banlieues, des quartiers « sensibles », mais il s'explique tout simplement par le chômage, le niveau de vie, les immeubles en mauvais état, les ascenseurs détériorés, etc. Un premier ministre socialiste, ancien admirateur du régime politique et économique de la Yougoslavie de Tito, avait donné une marque supplémentaire de son bon sens foncier, qui lui vaut aujourd'hui d'être promu au rôle officieux de sage de la République : pour ragaillardir le moral des populations de ces lieux déshérités, il fallait, préconisait-il, repeindre les cages d'escaliers (il oubliait d'ailleurs de se demander par qui elles avaient été dégradées). Au-delà de cette solution minimaliste, l'explication socio-économique comme cause principale de la situation relève d'un marxisme bas de gamme qui confond les effets et les causes. On ne voit d'ailleurs pas en quoi les condi-

tions économiques expliqueraient, ou à plus forte raison justifieraient, les tentatives insistantes, voire violentes, pour imposer des pratiques dont nous avons parlé plus haut et qui sont, pour l'essentiel, d'origine religieuse. C'est donc une conception simpliste qui a inspiré toutes les « politiques de la ville », qui ont consisté à dépenser un nombre respectable de milliards, avec des résultats dérisoires. Il est facile d'en tirer la conclusion que le diagnostic n'était pas bon.

Si nous vivions à une époque de pleine liberté de pensée et d'expression, où l'on appelle un chat un chat et où l'on admette généralement qu'un pommier donne beaucoup plus souvent des pommes que des cerises, les développements qui précèdent pourraient se résumer en quelques phrases inspirées par le bon sens. Si les apports de populations étrangères se sont, pendant à peu près un siècle, effectués dans de bonnes conditions, pour aboutir rapidement à une véritable assimilation avec la population française d'origine, cela indique à l'évidence qu'il y avait entre elles une compatibilité naturelle, sans obstacles majeurs. De plus, le nombre des nouveaux arrivants, important mais encore raisonnable, facilitait les opérations. Si les choses se passent beaucoup moins bien maintenant, et souvent même mal, c'est que cette compatibilité naturelle n'existe pas, qu'il y a une pierre d'achoppement et les difficultés sont aggravées par le nombre des apports étrangers. Que l'on veuille bien nous pardonner d'avoir cheminé pas à pas pour en arriver à énoncer ces évidences : la présence envahissante et étouffante du politiquement correct donne la sensation d'avancer constamment en terrain miné, surtout sur certains sujets, et oblige à respecter, pour une fois, le principe de précaution.

L'ISLAM EN QUESTION : RELIGION ET CIVILISATION

Allons jusqu'au bout de nos évidences. Si les immigrés d'hier s'assimilaient si facilement à la population française présente depuis longtemps, c'est que tous étaient des Européens relevant d'une même civilisation dont les racines les plus profondes sont de toute évidence chrétiennes. Si les immigrés d'aujourd'hui rejettent, dans leur grande majorité, toute idée d'assimilation et entendent bien conserver leurs caractères propres les plus profonds, c'est qu'ils relèvent d'une autre civilisation, dont les racines sont sans doute encore plus étroitement le produit

d'une religion : l'islam. Ce sont là des vérités historiques incontestables, qui font que, en France, les « bouffeurs de curés » du début du XX^{ème} siècle ou les communistes irréductiblement athées sont les fils d'une terre de chrétienté, alors que les musulmans les moins assidus à la mosquée sont imprégnés et façonnés par l'islam.

On pourrait imaginer, en théorie, que les adeptes d'une religion, les membres d'une civilisation, arrivant sur une terre étrangère et souhaitant s'y établir, se fassent si discrets que, à défaut de s'assimiler en

profondeur, ils s'appliquent à passer inaperçus, à ne rien déranger des équilibres existants. Telle n'est pas la manière d'être de l'islam. On ne se donnera pas ici le ridicule, contrairement à certains, de discuter des subtilités de la théologie islamique. On s'en tiendra à quelques grands traits de la nature de cette religion et de son action dans l'histoire du monde.

Quand nous examinons l'islam de notre point de vue, nous rencontrons une difficulté massive qu'on cherche souvent à éluder au prix d'un malentendu. Cette difficulté

porte sur le sens du mot religion. Sur le modèle du christianisme, nous distinguons nettement la religion du domaine profane : politique, institutions, organisation sociale. Nous projetons spontanément cette image sur l'islam, et c'est une erreur fondamentale. Le Coran, texte sacré intangible parce que dicté directement par Dieu, contient tous les préceptes qui doivent obligatoirement régler toute la vie en société. La loi qui en est issue, la charia, a vocation à imposer partout sa suprématie sur tous les régimes politiques, sociaux, judiciaires, etc.

Il ne s'agit pas là d'un simple vœu pieux, d'une théorie poussièreuse et obsolète. Les circonstances historiques mettent la question en pleine actualité. L'histoire de l'islam est faite d'une alternance de phases de forte expansion et de rétraction. Nous sommes aujourd'hui en présence, à l'échelle planétaire, d'un mouvement conquérant de grande ampleur, non pas par le fer et par le feu, comme ce fut le cas autrefois, mais par une sorte de dilatation démographique. Il est impressionnant de se reporter un siècle en arrière. Il existait alors, au Proche et au Moyen Orient, de fortes minorités chrétiennes (par exemple, de 10 à 15 % en Tur-

quie). Aujourd'hui, les chrétiens ont partout fortement régressé, au point d'être souvent réduits, comme en Turquie, à l'état de traces. On s'indignait naguère d'une « purification ethnique » dans l'ancienne Yougoslavie. On est beaucoup plus discret sur la « purification religieuse » presque entièrement réalisée dans les pays sous pouvoir musulman. A l'inverse, les musulmans ont investi des pays entiers, en Afrique, et sont présents par millions ou dizaines de millions en Europe, où ils étaient traditionnellement inexistantes. Ils pèseront encore beaucoup plus lourd dans quelques décennies par le seul effet de la démographie. Contraste saisissant avec la situation qui prévalait jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, où presque tous les pays musulmans, à l'exception de la Turquie, étaient, d'une manière ou d'une autre, sous la tutelle des pays de tradition chrétienne. Ils ne l'ont pas oublié, ce qui entretient en eux une volonté de revanche, voire de vengeance.

Ce qui se joue en France, c'est donc un épisode d'une vaste partie géostratégique à l'échelle du monde. Il n'est nullement certain qu'on aille vers une confrontation ouverte, mais ce serait faire preuve d'un aveu-

lement gravement coupable de ne pas voir que ce qui est en jeu, c'est notre liberté d'être nous-mêmes, à notre façon, dans l'esprit de notre civilisation, sans être obligés de négocier les orientations de notre politique, les modalités de notre manière de vivre et d'organiser notre pays, voire de passer sous certaines fourches caudines.

Lorsqu'on tient des propos comme ceux qui précèdent, on se sent pris dans un étrange paradoxe. D'un côté, on a presque scrupule à énoncer des affirmations qui relèvent de l'évidence. Mais, à la réflexion, on est obligé de se dire que ces évidences paraîtront scandaleuses à tous les bien-pensants qui détiennent un pouvoir écrasant dans les médias et dans les milieux politiques. Elles ne seront sans doute pas reprises à son compte par le pouvoir, même de droite. Mais, quelles que soient les conséquences, il faut que la vérité trouve des voix pour l'exprimer. Ce qui est ici revendiqué, c'est le droit de dire, au moins, que la présence massive de l'islam en France pose un problème qui touche à l'identité nationale.

(suite dans V&A N°247)

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
 Date et lieu de naissance Je souhaite être adhérent , adhérent actif ou militant ?
 Profession

Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse : 120 € ou plus 80 € 50 € 30 €

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 € Cotisation couple : 50 € Cotisation simple : 30 € Cotisation chômeur, jeune : 15 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €

Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 50€

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE